



Since January 2020 Elsevier has created a COVID-19 resource centre with free information in English and Mandarin on the novel coronavirus COVID-19. The COVID-19 resource centre is hosted on Elsevier Connect, the company's public news and information website.

Elsevier hereby grants permission to make all its COVID-19-related research that is available on the COVID-19 resource centre - including this research content - immediately available in PubMed Central and other publicly funded repositories, such as the WHO COVID database with rights for unrestricted research re-use and analyses in any form or by any means with acknowledgement of the original source. These permissions are granted for free by Elsevier for as long as the COVID-19 resource centre remains active.

Journal Pre-proof

Les funérailles à l'épreuve de la pandémie de Covid-19

Cyril Hazif-Thomas Jean-Pierre Seguin

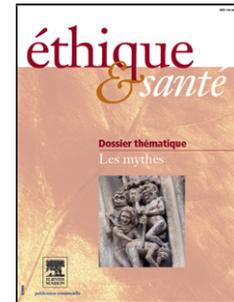
PII: S1765-4629(22)00056-3

DOI: <https://doi.org/doi:10.1016/j.etiqe.2022.06.001>

Reference: ETIQE 641

To appear in: *Ethique et Santé*

Accepted Date: 1 June 2022



Please cite this article as: Hazif-Thomas C, Seguin J-Pierre, Les funérailles à l'épreuve de la pandémie de Covid-19, *Ethique et Santé* (2022), doi: <https://doi.org/10.1016/j.etiqe.2022.06.001>

This is a PDF file of an article that has undergone enhancements after acceptance, such as the addition of a cover page and metadata, and formatting for readability, but it is not yet the definitive version of record. This version will undergo additional copyediting, typesetting and review before it is published in its final form, but we are providing this version to give early visibility of the article. Please note that, during the production process, errors may be discovered which could affect the content, and all legal disclaimers that apply to the journal pertain.

© 2020 Published by Elsevier.

Les funérailles à l'épreuve de la pandémie de Covid-19

Regards croisés d'un directeur d'espace de réflexion éthique et d'un guide de funérailles sur le bouleversement des rites funéraires lors de la crise sanitaire.

Les funérailles à l'épreuve de la pandémie de Covid-19

Regards croisés d'un directeur d'espace de réflexion éthique et d'un guide de funérailles sur le bouleversement des rites funéraires lors de la crise sanitaire.

Cyril Hazif-Thomas¹, Jean-Pierre Seguin²

¹Service de psychiatrie du sujet âgé, CH Bohars, CHRU BREST. Directeur de l'Espace de Réflexion Éthique de Bretagne (EREB), Lab-Lex EA 7480, Brest, France ;
cyril.hazifthomas@chu-brest.fr

² Guide de funérailles (Diocèse de Quimper), Membre de la cellule éthique de soutien de Brest (EREB) ; seguinjeanpierre@gmail.com

Résumé :

La pandémie a durement éprouvé la cohésion sociale et les repères traditionnels de la vie de nos concitoyens. Outre la souffrance liée à la perte d'un proche, la désorganisation des obsèques et le vécu de confiscation des funérailles ont profondément affecté la vie psychique des endeuillés. Force est de constater que malgré l'adaptation du droit funéraire durant la pandémie, une discontinuité anthropologique s'est imposée, empêchant le processus de deuil et la séparation d'avec les défunts de la Covid-19. Une atteinte de la fonction contenante du cérémonial a aggravé la souffrance de chacun des acteurs, et déstabilisé les familles en attente de consolation, affectant d'autant la mise en ordre des sentiments par la voie des rites funéraires ainsi que la résilience des soignants, des aidants et des familles confrontés à une vague de décès sans précédent. S'est ainsi imposée tant une crise de mortalité et du funéraire liée à la pandémie qu'une crise d'humanité révélée par la tempête virale de Covid-19.

Mots Clés :

Pandémie- Covid-19- Droit funéraire- Santé mentale- Funérailles-Ethique.

Summary :

The pandemic has severely affected social cohesion and the traditional landmarks of our fellow citizens. In addition to suffering related to the loss of a loved one, disorganization of the funeral and the experience of confiscation of the funeral deeply affected the psychic life of the bereaved. Despite

the adaptation of funeral laws during the pandemic, an anthropological discontinuity has emerged. This anthropological break prevented the dynamic of mourning and burial of Covid-19 deaths, all the while affecting the ritualization of people leaving at the end of life, the orderliness of feelings through funeral rites as well as the resilience of caregivers and families facing an unprecedented wave of deaths. This has resulted in both a pandemic-related mortality and funeral crisis and a human crisis revealed by the Covid-19 viral storm.

Key Words :

Pandemic- Covid-19- Funeral Right- Mental Health- Funeral-Ethics.

Introduction

La question du deuil et des relations que le corps social entretient avec la mort a été mise au-devant de la scène avec la crise sanitaire, lorsqu'il a été remarqué que le défi des funérailles était sacrifié à la prévention des risques sanitaires, laissant s'installer une façon fort peu décente d'honorer les défunts et un manque d'humanité dans l'accompagnement des familles (1). Largement relégué derrière les précautions sanitaires imposées à tous, le souci d'allier soins et spiritualité en temps de pandémie n'a d'abord pas semblé prioritaire alors que la pression sur le système hospitalier concentrait tous les efforts. Cet oubli des rites funéraires a recouvert une réalité préalable déjà problématique : notre société n'a plus guère de rites d'initiation et/ou de passage : on ne passe plus de l'enfance à l'adolescence ni de l'adolescence à l'âge adulte et même l'entrée en vie de couple s'affranchit des rituels qui la marquaient. Seuls aujourd'hui, et en évoluant cependant, les rites funéraires subsistent.

Cela s'explique par le fait que la mort ne laisse personne insensible ni même indifférente. La mort est le grand « mystère » du vivant. Buffon disait : « La mort n'est que la dernière nuance de la vie » (2) et plus particulièrement de l'existence humaine, André Malraux exprimait quant à lui que : « L'homme est né lorsque pour la première fois devant un cadavre, il a chuchoté : pourquoi ? » (3). Cette incompréhension face à ce mystère de la mort a conduit toutes les sociétés, en tout temps et dans toutes les cultures à une ritualisation des gestes funéraires pour exprimer le respect et l'hommage dû au défunt, rechercher protection et réconfort après son départ et, surtout, le préparer à une vie « au-delà de la mort ». Cette croyance à une vie après la mort pouvait s'expliquer par l'idée qu'une existence faite de relations sociales, de sentiments ressentis et exprimés et de création ne pouvait pas sombrer dans le néant et sans l'espoir d'un prolongement, sous une autre apparence et dans la proximité de la divinité. C'est pour cela qu'étaient conçus les rites funéraires, notamment, de l'Egypte ancienne, dont on a hérité l'idée d'intériorité émotionnelle, « d'intérieur-jè » vocable traduit aussi par « cœur », « un organe qui constituait le « hors de l'homme » et qui pourrait être considéré comme le siège des émotions » (4). L'avènement du christianisme a renforcé, encore, l'importance des rites funéraires par l'espérance en la résurrection et en la vie éternelle. Le christianisme n'est pas la seule religion à porter attention aux rites funéraires, ceux de l'islam, par exemple, sont encore plus rigoureux et pour les mêmes raisons de nécessité psychique de devoir « se préparer » à l'après, et pour certains à la vie après la mort.

Nous proposons dans cette étude, une réflexion partagée entre un guide de funérailles, croyant pratiquant et missionné par l'Evêché, et un directeur d'espace de réflexion éthique, réunis au sein d'une même cellule de soutien éthique et confrontés de concert à la mise à mal d'un droit édicté par

l'OMS : « La dignité des défunts, leurs traditions culturelles et religieuses et leurs familles doivent être respectées et protégées à tout moment » (5).

I La médicalisation de la mort et la fonction de guide de funérailles au service des endeuillés

Dans cette mission de guidance, qui n'a pas vocation à se substituer à celle du prêtre ou du diacre, il s'agit d'assurer la présidence de la célébration : ouvrir la célébration, prononcer les prières, proclamer l'Évangile, faire la prédiction, assurer le dernier adieu. L'accompagnement se nourrit ainsi de la célébration des adieux, l'équipe de funérailles œuvrant dans le respect des divers rites qui accompagnent la mort. Adossé au principe de liberté de choix des funérailles, garanti depuis la fin du XIXe siècle par la loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles¹ (6), le guide de funérailles est un officiant, membre laïc de la communauté paroissiale, qui prépare, crée, anime une cérémonie de manière à lui donner la solennité indispensable à l'hommage à rendre au défunt, et la « tonalité » spirituelle souhaitée.

Chaque personne choisit donc librement le caractère civil ou religieux de ses funérailles, et l'officiant, tiers à la famille et à l'assistance, parle alors au nom du corps social, assure une fonction rituelle de « liant » entre les hommes, dans un esprit de sollicitude. Dans le cadre d'une cérémonie religieuse, ce rôle est assuré par un ministre du culte concerné ou son représentant.

Jusqu'à l'apparition de la crise sanitaire, il a pu être observé schématiquement trois approches principales relatives aux rites funéraires et dans une société qui est de tradition et de culture chrétienne.

Ce sont principalement :

- Pour les croyants, une demande de célébration très ritualisée avec toutes les prières, les gestes et les symboles qui doivent présenter l'âme du défunt à son créateur afin qu'elle soit, par Lui, reçue, selon le principe que l'homme n'est pas immortel mais que la célébration va permettre de le conduire à Dieu, qui Lui est éternel et qui l'accueillera dans son éternité. C'est un cas de figure qui tend à se restreindre.
- Pour les sceptiques mais qui se conforment à l'usage, aujourd'hui les plus nombreux, il y a une demande de célébration religieuse qui, à dire vrai, n'est pas dénuée d'une certaine forme de superstition et pour laquelle il n'y a pas d'exigence d'un rituel rigoureux. On est dans une logique du : « on ne sait jamais, pour le cas où il y aurait quelque chose après la mort, il convient de prendre ses précautions, pour le défunt bien évidemment mais surtout pour soi quand l'heure sonnera ».
- Pour les non croyants on peut distinguer deux sous options :

-D'une part, aucun rituel, on considère que tout s'arrête définitivement avec la mort et que celle-ci débouche sur le néant, pas de célébration d'aucune sorte, le défunt est conduit directement au cimetière ou au crématorium, c'est rare mais ça existe.

-D'autre part, la célébration d'un rituel profane, ce qu'on appelle des obsèques civiles, mais dont le rituel s'inspire des funérailles chrétiennes avec messages d'hommage et de respect pour le défunt,

¹ Celle-ci concerne à la fois les modalités des obsèques (civiles ou religieuses) et le choix du mode de sépulture, c'est-à-dire l'inhumation et la crémation.

musique et diffusion de photographies et/ou de vidéos, etc..., mais on y retrouve souvent et de façon sous-jacente le questionnement sus-évoqué de portée propitiatoire. Il est d'ailleurs révélateur qu'un non croyant notoire comme l'était l'agnostique Albert Camus écrive : « L'existence humaine est une parfaite absurdité pour qui n'a pas foi en l'immortalité » (7).

Avant d'aborder le thème de l'évolution de notre société face à la mort, il convient de souligner à l'aide de deux situations, auxquelles un guide de funérailles peut se trouver confronté, l'importance de l'ouverture d'esprit et de fraternité que requièrent la bonne tenue morale de la cérémonie des adieux.

La première invite à présider les obsèques d'un homme âgé et qui était fils unique et célibataire. L'assemblée, réduite à sa plus simple expression, n'était composée que d'un couple de personnes âgées également, des voisins du défunt, totalement incroyants, et même blasphémateurs mais qui ont déclaré : « on n'allait quand même pas le laisser partir tout seul ».

La seconde est celle d'une présidence solitaire des obsèques : celles d'une femme âgée, également fille unique et célibataire et qui avait demandé des funérailles chrétiennes. Il a incombé au guide de préparer la célébration seul car on ne lui connaissait aucune relation ; pendant les trois dernières années de sa vie qu'elle avait passées dans un établissement pour personnes âgées, elle n'avait jamais reçu de visites et personne n'était présent pour la fermeture du cercueil. Par exigence éthique de solidarité envers son prochain, le célébrant a tenu cependant à œuvrer « de principe », dans une église vide, à la « mise en musique symbolique » des obsèques en respectant le rituel, procession d'entrée et de sortie du convoi avec orgue, lectures, chants, prières, encensement et bénédiction du corps et même commentaire des textes (homélie).

II L'évolution de la société face à la mort et le choc de la pandémie

Observons maintenant ce qu'était l'état de la société avant la pandémie et relatif à la fin de vie et à la mort.

On constate tout d'abord que la société cherchait à nier la mort ou, pour le moins à la rendre invisible, et à éloigner de soi ce qui pouvait être « dérangent » dans les derniers instants d'un être humain et ce pour deux raisons principales :

- La peur, nous sommes dans une société du risque, alimentant la peur, toutes les peurs et la perte de spiritualité ne permet plus de transcender ces peurs.
- L'entrave à la jouissance et au confort de l'existence que l'on veut sans contrainte ni aspérités.

La mort se présente comme un obstacle à la matérialité et dont on ne veut plus être tributaire. Plus exactement la Commission sur la valeur de la Mort, créée par le journal The Lancet, qui regroupe des patients, des philosophes, des théologiens, ou encore des médecins, explique les conséquences de la médicalisation accrue de la mort dans une société individualiste : on y affronte désormais la mort dans un cadre médical, les familles et la société ont été repoussées à la marge. Aussi leur proximité et leur capacité à supporter le deuil ont diminué. Le constat est douloureux : les familles et la société civile ont été remplacé par des professionnels et des protocoles (8). Pourtant cette médicalisation progressive n'est pas allée avec un meilleur soulagement des symptômes comme la douleur, l'usage de traitements fondés sur des preuves ou encore un accès universel à des soins palliatifs en fin de vie (Sallnow, ibid) Le rapport cite un nouvelliste turc pour qui il est pathétique de reléguer la mort à la périphérie de la vie alors que la mort est au centre de chaque chose ("How pathetic it was to try to relegate death to the periphery of life when death was at the centre of everything").

Avec le Covid, la population, décompte des morts obligé, a été obligé de regarder la mort de plus près. Suite au confinement, la perte de la liberté d'aller et venir a été étonnamment bien accepté par la population, bien plus par exemple que la réduction de la vitesse autorisée sur les routes nationales de 90 à 80 km/h. Cette mesure imposée par le Premier Ministre pour réduire la mortalité routière avait été l'objet de plus amples résistances au point que dans sa méditation sur la proportionnalité M. Wachsmann se questionne à juste titre sur cette différence de traitement cognitif et juridique : « Est-ce le caractère spectaculaire des circonstances du décès des patients gravement atteints qui explique cette différence ? Nos sociétés acceptent-elles la mort à la condition qu'elle ne survienne pas trop massivement, qu'elle ne se voit pas, en somme ou pas trop ? Il faut ajouter que les mesures prises ont privé les malades, en particulier ceux plongés dans le coma, ainsi que les mourants, de la présence de leurs proches et ces derniers de la possibilité d'observer les rites de séparation d'avec les morts. Le droit à la vie, dont la protection est mise ne avant, ne doit pas non plus faire oublier la nécessaire préservation de la qualité de vie et du respect dû à la personne humaine (cas, en particulier, des personnes âgées isolées de leur famille » (9).

Parfois il est douloureux de constater la pente impersonnelle des derniers adieux : « J'ai vécu l'épisode glaçant d'avoir à présider les obsèques d'une femme dont le fils, chef d'entreprise, m'a annoncé, sans émotions apparentes, qu'il aimait beaucoup sa mère mais qu'il ne pourrait pas être présent aux funérailles parce qu'il avait ce jour-là un rendez-vous important pour ses affaires ». Par ailleurs, la perte de la spiritualité diminue la croyance en la vie « post mortem ». La pandémie et ses conséquences sur nos modes de vie ont modifié le regard porté sur la fin de vie et sur la mort et a conduit chez certains, notamment à cause des manquements à l'éthique engendrés par des dispositions de la réglementation sanitaire, des traumatismes dont il est à craindre qu'ils soient durables.

Avec ou sans connotation religieuse, « La petite musique des morts bruisse dans nos vies ou provoque un sursaut, s'éveille durant une minute de silence ou dérange un cérémonial et suggère alors de réinterpréter des codes communs » (10).

La fin de vie d'un proche est toujours un moment difficile mais pour lequel, on s'est généralement préparés, nous savons que, sauf cas particulier, nous aurons à vivre la mort de nos parents ou de nos grands-parents.

Quand on le pouvait, on assistait et accompagnait les derniers instants d'un proche. Or, les contraintes sanitaires ont considérablement modifié les conditions de la fin de vie.

La majorité des défunts étant dans des établissements spécialisés (résidences pour personnes âgées, Ehpad, hôpitaux, etc...) où les visites étaient suspendues, les proches n'ont pas pu assister aux derniers moments des défunts. Ils ont alors cruellement ressenti l'absence des derniers gestes d'affection, et qui, auparavant apparaissaient dans l'ordre naturel des choses.

Par ailleurs, le climat anxigène qui régnait alors aggravait cette situation.

Dans la rencontre avec les familles, certaines phrases revenaient quasi systématiquement :

- « était-ce bien lui/elle dans le cercueil ? (ou dans l'urne) »
- « je n'ai pu lui dire au revoir ».
- « je n'étais pas là ».
- « je n'ai pas pu lui tenir la main quand il/elle est parti (e) ».

On ne peut que vérifier ici que « Vision du corps et accueil de la tristesse sont nécessaires au travail de deuil, et ce serait ne rien comprendre au besoin de sens de nos concitoyens que d'en décréter la négation » (11). Ce constat d'un biopouvoir à l'œuvre a été relevé par de nombreux auteurs sensibilisés

au concept de vie nue et de camp du philosophe Agamben (12) ; ainsi pour Jean Furtos pour qui la pandémie n'a pas recouvré une cruauté chaude comme dans les camps nazis mais plutôt une cruauté froide, notamment quant à la vie empêchée dans les ehpad et celle pour le moins contrariée voire escamotée lors du déroulé des obsèques (13).

Ce qui a occasionné un fort sentiment, injustifié au demeurant, de culpabilité. Plus justifié encore, et augmenté par la colère, le questionnement relatif au traitement des cadavres avec des propos comme : « on l'a traité comme un chien ».

Les proches étaient dans l'incertitude, voire l'incompréhension quant à ce qui suivait le décès, toilette mortuaire ou non, soins de conservation ou non, etc....

Là aussi, les réactions sont révélatrices :

- « On l'a mis dans le cercueil tout de suite ».
- « Comment était-il/elle quand on l'a mis dans le cercueil ? ».
- « Était-il/elle convenablement habillé (e) ? ».

Ce qui a été abîmé est la continuité anthropologique par laquelle deuil et enterrement ont toujours été régis par les législateurs. Dans l'antiquité grecque et romaine, Plutarque (14) et Platon (15), ainsi que Cicéron (16) ont rapporté la codification des rites autour des défunts, qui comportaient un ensemble de pratiques dont le but est de préserver ceux qui restent des effets traumatiques de la mort. Ainsi que le déclare Sophocle : « Si le malheureux mort devait rester gisant, réduit à n'être plus que néant et poussière sans que les autres à leur tour en portent la sanglante peine, c'en serait fait à jamais pour les hommes de toute conscience, de toute piété. » (17)

Le caractère disproportionné des mesures funéraires drastiques liées à la crise sanitaire de la Covid-19 ont donc impacté le devoir social de mémoire pour la famille, ce qui a conduit la communauté soignante et citoyenne à s'élever face à ce qui a été perçu comme un traumatisme insupportable en termes de devoir d'humanité empêché.

Ce devoir a été incarné à l'origine de notre société par ce qui se nommait primitivement la prothesis, soit la cérémonie du corps, source de déploration et de purification du corps et de la maison familiale, sur quoi s'est focalisé le sentiment d'incompréhension et d'injustice des vivants. Cette prothesis était d'ailleurs très encadrée et elle ne pouvait, déjà pour des raisons sanitaires, durer plus d'un jour avant le départ du convoi funéraire. Cela s'inscrivait dans un processus plus large de respect dû aux morts et de manifestation religieuse de piété, soit d'« attachement fait de tendresse et de respect (18). Mais avec la pandémie le risque de pensée discordante était fort, résonnant avec les expériences antérieures de la peste qui faisaient dire à Thucydide : « Voyant autour de soi la mort abattre indistinctement les uns et les autres, on ne faisait plus aucune différence entre la piété et l'impiété » (19). Plus généralement c'est la mise en adieu ou le droit à un adieu qui s'est trouvé mis en suspens : « La société doit ce respect absolu au malade qui vient de décéder. La toilette funéraire, les pratiques culturelles, les rites religieux, les mises en adieu à nos morts rendent compte d'un invariant anthropologique indépassable : les humains ne pourront jamais être de purs événements biologiques. Ils sont des êtres sociaux, la naissance et la mort étant accueillies dans ces deux limites par l'amour des leurs et les rites qui en rendent compte » (20).

La toilette mortuaire notamment, destinée à préparer le corps afin de lui donner une apparence décente et apaisée avant présentation aux proches, était affreusement limitée à une toilette de propreté, à l'obturation des orifices et à un habillage avant placement dans une housse mortuaire. Rappelons que seuls les professionnels de santé ou les thanatopracteurs pouvaient la réaliser, dans le

respect systématique des mesures de protection sanitaire en vigueur. Cette obsession de renforcement du cordon sanitaire en temps de confinement et même après rend compte qu'« Il n'y avait alors pas d'autre option que d'être ou non contaminé par le virus ; de tomber malade et de mourir, sans l'honneur d'un rituel funéraire, de rendre malade et de tuer ses proches, en particulier les personnes âgées définies uniquement par le seuil de 65 ans_ ou alors d'en être protégé et de protéger ainsi autrui » (Furtos, *ibid*, p. 67).

III L'adieu interdit

La pire des choses a en effet été de ne pas pouvoir voir le défunt ni assister à la fermeture du cercueil pour nombre de familles, comme observé par les équipes de funérailles. Les proches se sont retrouvés pour les obsèques devant un cercueil fermé et sans avoir pu voir le défunt une dernière fois, ce qui a été, pour eux, particulièrement délétère pour leur vie psychique. Ce halo traumatique fut d'autant plus violent que « Plus exposés, parce que plus sensibles à la logique de l'amour familial qui pousse forcément aux attachements et moins protégés parce que moins profondément croyants que dans les siècles passés, les humains modernes sont pris de court, démunis face à l'absurdité d'une maladie mortelle, en l'occurrence un virus qui à force de mutations finit par déjouer toutes nos stratégies » (21).

Certes, des initiatives ont été prises pour atténuer ce traumatisme, photographie ou vidéo, mais qui se sont avérés à l'expérience, comme un pis-aller, car les contraintes sanitaires ne permettaient que de voir le visage du défunt par une ouverture limitée de la housse mortuaire, ce qui donnait une impression d'image privée d'attache corporelle, et de dignité plus « artificiellement sauvegardée » que véritablement réaffirmée; encore cela n'était-il possible que sur demande de la famille, et à bonne distance, sans aucun contact...La notion de dignité, signifiant flottant selon Le Coz (22) risque dès lors de renvoyer à une réalité « floutée » avec laquelle composer relevait d'un défi humain, d'une logique floue. Au vu d'une telle ordonnance sociale des corps, tant vivants que morts, difficile de ne pas voir avec la pandémie la biopolitique à l'œuvre, dans sa lumière la plus crue ! Là plus qu'ailleurs, c'est pourtant « la perception affective du visage qui nous permet d'accéder, par intuition, à la signification du concept de dignité » (Le Coz, *ibid*) et cette misère affective qui a été vécue a d'autant déprécié l'expérience digne de la mise en adieu.

Enfin la célébration des obsèques a été une souffrance supplémentaire pour les proches et notamment pendant le premier confinement. Pendant cette période les lieux de culte étaient fermés et les rites funéraires religieux impossibles. Les obsèques se sont donc déroulées directement au cimetière, probablement aussi au crématorium, dans des conditions particulières, le respect des règles sanitaires étant associé aux instructions données par l'Evêque placé à la tête du Diocèse et qui pouvaient être différentes selon les Diocèses.

Le rituel d'une célébration de funérailles ne pouvait donc pas être respecté. Crève-cœur de faire avec la consigne de ne permettre qu'à seulement vingt personnes au plus d'être présentes, éloignées de plus d'un mètre l'une de l'autre, gestes barrières compris, etc... Les personnes endeuillées sont généralement très attachées à l'organisation d'une cérémonie lors des obsèques, exigence éthique terriblement peu reconnue lors de son déroulement sommaire et « parlée » par la langue sanitaire : « Avec sa soudaineté, sa part d'inconnu, son cortège de mesures sanitaires abruptes, l'épidémie a défiguré les conditions sociales du trépas » (21). Relevons ce mot, « défiguré » car là est une des grandes souffrances actuelles révélée pleinement après la crise sanitaire à son acmé : ce recul éthique quant à l'inanimé, non considéré comme source de déliaison psychique. Ainsi que le rapporte le

Défenseur des Droits il importe de relancer « une réflexion sur la place qu'il convient désormais de donner non plus au corps du défunt, considéré comme un « objet inanimé », rattaché à la catégorie juridique des « choses », mais à la personne défunte ainsi qu'aux droits susceptibles de s'y attacher et qu'il appartient aux proches de faire respecter. Comme l'énonce l'article 16-1-1 du code civil, dans sa rédaction issue de la loi funéraire du 19 décembre 2008 précitée, « le respect dû au corps humain ne cesse pas avec la mort. Les restes des personnes décédées, y compris les cendres de celles dont le corps a donné lieu à crémation, doivent être traités avec respect, dignité et décence ». Le temps n'est-il pas venu de faire de cette « personne décédée », le sujet d'un régime juridique plus protecteur ? » (23).

Il convient également de souligner le comportement exemplaire et surtout le sens profond de l'humain manifesté en ces circonstances par les employés des sociétés de Pompes funèbres qui ont effectué un travail ingrat, certes technique, mais surtout emprunt d'une humanité profonde dans un contexte d'incertitude anxiogène. Ce savoir-faire n'a malheureusement pas pu effacer les obstacles placés dans l'expression du savoir-être, notablement entravé par la distanciation sociale, la sidération et les difficultés de partage émotionnel dans une assemblée masquée. La crise sanitaire a en effet accentué le glissement déjà perceptible préalablement, attestant de la diminution du « savoir-faire » cérémoniel, dont témoignent la diminution des représentants religieux et la professionnalisation des funérailles. A cette enseigne, on constate un affaiblissement des rites funéraires au plan social et concomitamment une demande de soutien du deuil qui passe souvent par la demande renforcée de cessation des symptômes, la réassurance sur la durée, le mode surtout opératoire des interventions dans lesquelles les professionnels du funéraire sont alors beaucoup investis, songeons notamment à la fonction de Maîtres de cérémonies dans les crématoriums. Le caractère opératoire fait ici penser à une défense de comportement qui fait passer à l'arrière-plan la mise en cohérence émotionnelle, nécessairement accordée au vécu du rituel de passage.

Certes des prières, des lectures, des chants quand ceux-ci étaient possibles mais une absence cruelle de bénédiction du cercueil par les proches, etc... Il y a eu bien sûr, plus tard, des messes du souvenir mais qui ne peuvent pas remplacer une célébration de funérailles dans son côté non pas « parlé » mais « parlant ». on ne dira jamais assez la peine de résidents d'Ehpad qui n'ont pu également se rendre au cimetière avec leurs enfants pour rendre visite à leurs morts...

Logiquement, il a été observé, chez de nombreuses familles, une manière d'abattement voire de résignation avec une souffrance intense mais rentrée et d'intensité plus sévère que dans les célébrations de funérailles habituelles. Autre souvenir poignant conservé de cette période : celui de cette jeune femme, écrasée par la douleur et qui d'efforçait de filmer la cérémonie au cimetière, pour ceux qui ne pouvaient pas y assister, et la partager plus tard. Elle était en souffrance résignée et dans l'incompréhension.

Une autre image marquante est la déambulation des familles marchant en respectant les distances imposées et ne pouvant pas se toucher, pas s'étreindre, pas se consoler, se reconforter ni partager leur peine.

C'est dès lors le sentiment de justice lui-même qui est en ce cas atteint, tant il est vrai que d'un point de vue éthique, « La justice consiste précisément à attribuer à chacun sa part. Le chacun est le destinataire d'un partage juste » (24).

IV L'adaptation de la législation funéraire : retour d'expériences

Puis les choses ont évolué, suite notamment aux observations du comité consultatif national d'éthique pour qui le respect de la dignité et de la singularité du défunt devant être le motif-guide éthique principal de l'action. Evolution indispensable d'un point de vue juridique puisque « la conciliation de la liberté du culte avec l'objectif de valeur constitutionnelle de protection de la santé » doit être « mise en perspective avec la réalité de la circulation du virus Covid-19 » (25).

Comment en effet assurer un juste équilibre entre limitation des risques de contamination et respect de la dignité du défunt ? Ce questionnement éthique a guidé les célébrants, profanes ou religieux (prêtres, diacres ou guides de funérailles pour la religion catholique), les médecins et les membres des cellules éthiques de soutien : « Tout ce qui pourra, en cette période, participer à réaffirmer la singularité et la dignité de chaque mort, de chaque deuil constituera une marque d'humanité extrêmement précieuse, qu'aucune célébration ultérieure ne pourra remplacer » (26).

Les lieux de culte ont ainsi rouvert avec un nombre de personnes présentes porté à trente mais avec toujours des règles sanitaires strictes. Aujourd'hui, les célébrations se déroulent quasi normalement à deux exceptions notables près, le goupillon ne pouvant pas être transmis de main en main, il n'y a pas de bénédiction du défunt par l'assemblée et il n'est pas possible non plus de toucher le cercueil dans un dernier geste d'affection. Les observations que l'on peut tirer après cette période troublée sont celles d'une prise de conscience retrouvée de l'importance de la présence dans les derniers instants de la vie d'un proche. S'est faite jour l'importance également des relations sensorielles, même si elles sont difficiles, l'importance de pouvoir encore voir le défunt, l'importance de la parole apportée à une personne en fin de vie même si elle ne peut plus appeler de réponse. L'importance surtout du toucher, tenir la main du mourant, caresser la dépouille, se toucher, se prendre dans les bras, se serrer l'un contre l'autre après le décès d'un proche pour partager sa peine, transmettre et recevoir la paix et le réconfort. L'importance encore du rituel dans les célébrations qui marquent le passage du monde terrestre à la vie éternelle. D'un point de vue anthropologique, retenons que le langage n'est pas adapté pour parler de la résurrection : c'est d'une expérience hors normes qu'il s'agit et partant intraduisible. Le rituel est ainsi une sauvegarde afin de pallier cette difficulté à dire intemporelle. L'absence de rituels ou leur réduction à peau de chagrin pendant le confinement a ainsi induit un risque majeur de rupture anthropologique dans le traitement des cadavres. L'attention accrue à tout ce qui entoure la mort n'est pas sans redoubler celle portée à la vie, et de réfléchir à son sens, et aussi de pouvoir librement se questionner sur sa fin : comment se préparer à la mort, qui y-a-t-il après ? Ces questions n'ont pas nécessairement une attache avec la religion mais plutôt avec l'éternelle question de la présence humaine et de sa raison. L'augmentation des célébrations « dans l'intimité » est notable, alors que la réglementation permet aujourd'hui un rituel et une assemblée quasi normaux. Ce qui appelle à considérer la valeur de l'intime », mot qui tire son étymologie du latin « intimus » et se définit comme « ce qui lie étroitement par ce qu'il y a de plus profond » (27).

Les cellules de soutien éthique mises en place à l'invitation du comité consultatif national d'éthique ont été saisies de problématiques diverses au cours de la crise sanitaire autour des questions de la mort et du processus de deuil des patients ou résidents décédés ou non de la Covid-19. Les avis et recommandations formulés, notamment dans le cadre de la mise en œuvre du décret du 1er avril 2020 ont suscité des questionnements sous le prisme de la proportionnalité. Ces questionnements et les réponses qui y ont été apportées révèlent une surévaluation du risque en ce qui concerne le traitement des corps des défunts affectant les droits des défunts et de leurs familles. Les réserves soulevées par les cellules de soutien éthique ont été confirmées par le Conseil d'Etat qui, par un arrêt en date du 22 décembre 2020 (28), a procédé à l'annulation des dispositions du 1er avril 2020. S'il estime, concernant d'autres mesures gouvernementales destinées à lutter contre la propagation du covid-19 lors du premier confinement que celles-ci étaient proportionnées face au risque épidémique en considérant

qu'aucune de ces mesures ne présentait « à la date à laquelle elles ont été édictées et au regard de l'objectif de protection de la santé publique poursuivi, un caractère disproportionné, malgré la gravité de l'atteinte portée à la liberté d'aller et venir, à la liberté du commerce et de l'industrie, à la liberté d'entreprendre [...] », ce n'est pas la solution retenue concernant le décret du 1er avril 2020 (29). En effet, en s'appuyant sur l'avis du HCSP du 24 mars 2020² (30), la Haute juridiction administrative a estimé que, du fait de leur caractère général et absolu, argument classique en matière de police administrative, ces dispositions portaient une atteinte manifestement disproportionnée au droit à une vie privée et familiale normale. Le Haut Conseil de la Santé Publique avait à bon droit estimé que, s'il était évidemment impératif d'observer des règles d'hygiène strictes et les mesures de distanciation physique, il était tout autant nécessaire de respecter, dans leur diversité, les pratiques culturelles et sociales autour du corps : cela relevait du « faire sens » au sein de la communauté humaine. Ces pratiques incluaient la toilette mortuaire, la toilette rituelle, et assurément la possibilité pour les proches de voir la personne décédée avant la fermeture définitive du cercueil. Le Haut Conseil, soucieux des graves conséquences psycho-sociales sur le deuil des proches, en préconisant de poursuivre pareilles pratiques, était fidèle à l'éthos en vigueur. Certes il était recommandé de les réaliser avec un équipement de protection adapté et un protocole sanitaire strict assurant le respect des gestes barrière, mais au moins cela assurait le respect du défunt et de ses proches parents, ce que n'a pas compris le gouvernement : défaite éthique autant que juridique³. Comme le souligne Madame Odier, la toilette mortuaire pouvait signifier pour les soignants « une forme de rituel de passage qui signifierait tout haut ce qu'ils expriment tout bas » (31). Il y avait là en effet, le besoin, déjà présent dans l'Antiquité, de respecter une dernière fois la personnalité du malade décédé. Dans la même veine, lorsque des familles sont autorisées à glisser un objet dans le cercueil, on ne peut pas ne pas penser à la pratique grecque du « message des vases grecs », cette coutume qui se répand à Athènes à la fin du Vème siècle avant notre ère permettant de déposer dans la tombe un vase peint, dont la panse était ornée d'un ou plusieurs motifs historiés du registre funéraire, et qui révélaient la personnalité du défunt (32). Le caractère maximaliste des protocoles qui ont présidé à la confiscation des obsèques des morts de la Covid est pointé par le rapport PANTERE produit par la Conférence Nationale des Espaces de Réflexion Ethique Régionaux. Ainsi est-il retracé l'atteinte aux rites funéraires a parfois fait suite à une hospitalisation du patient durant laquelle les visites ont pu être très limitées voire interdites, et aussi la lourdeur des mesures d'hygiène modifiant les relations sociales (33). Ainsi peut-on établir qu'avec cette pandémie, s'est installée une attaque du lien attachant normalement la vitalité juridique et sociologique du citoyen à la créativité dans la conception du destin des membres du corps social et familial, jusque dans l'au-delà. Il y a bien eu une dévitalisation juridique et sociologique du citoyen et un appauvrissement sans précédent de sa représentation sémiotique dans l'au-delà. Cette attaque de l'humain au « nom de la santé » a autant blessé l'humanité du Droit, les droits fondamentaux, que l'humanité dans sa dimension intime, personnelle jusqu'à atteindre la socialité, la communauté des hommes. Cette déliaison est celle d'Eros, Hypnos et Thanatos autant que celle de la

² Cet avis prévoyait alors, en cas de décès d'un patient cas probable ou confirmé de Covid-19, que « *le personnel en charge de la toilette, de l'habillage ou du transfert dans une housse est équipé d'une tenue de protection adaptée [...]; les proches peuvent venir voir le visage de la personne décédée dans la chambre hospitalière, mortuaire ou funéraire, tout en respectant les mesures barrières définies [...] pour chaque lieu; si un impératif rituel nécessite la présence active de personnes désignées par les proches, cette présence sera limitée à deux personnes au maximum, équipées comme le personnel en charge de la toilette, de l'habillage ou du transfert dans une housse, après accord de l'équipe de soins ou du personnel de chambre mortuaire ou funéraire, selon le lieu de sa réalisation; aucun acte de thanatopraxie n'est pratiqué* ».

³ Comme rappelé par le Conseil d'Etat, si les avis du Haut Conseil de la Santé Publique ne s'imposent pas à l'exécutif, qui peut prendre d'autres dispositions, il n'en demeure pas moins que, dans l'hypothèse d'un recours, le gouvernement doit alors pouvoir argumenter au moyen d'éléments justificatifs et explicatifs des restrictions des droits ou des libertés mis en cause. L'absence de réflexion préalable, autre que défensive, est étonnante.

démocratie sanitaire, dite « en santé ». Elle recouvre notamment l'un des effets anthropologiques de la souffrance vécue pendant la pandémie selon Furtos, soit la perte de la capacité à négocier : « Pendant la pandémie, cette capacité de négociation s'est trouvée gravement atteinte : en l'occurrence, les professionnels et responsables de toutes les strates de la société, qui proposaient des modalités de prudence acceptables, ont eu le plus grand mal à se faire entendre des décideurs politiques. Le critère des trente fidèles admis par église, par exemple, pour le culte chrétien, a incarné cette difficulté jusqu'à la caricature : un chiffre ridiculement bas pour une cathédrale ou une grande église, et trop élevé pour une petite chapelle. Mais au plus haut niveau de l'Etat, cette jauge a été maintenue jusqu'à ce que le Conseil d'Etat vienne trancher le 29 novembre 2020 : la mesure était disproportionnée en matière de sécurité sanitaire, et constituait une atteinte manifeste à la liberté de culte. (Furtos, *ibid*, p.55).

Cette déliaison sera source de souffrance psychique postérieure et de troubles liés au stress post-traumatique (TSPT) : des études futures devront dès lors clarifier les effets à long terme de la pandémie de COVID-19 sur la santé mentale des professionnels de santé et des aidants (34), ainsi que des familles endeuillées, avec une attention particulière sur le TSPT, qui peut survenir de façon retardée, longtemps après la fin de la pandémie. Ce qui a été interdit dans cette épreuve, c'est d'abord la mise en lumière de l'identité entre les hommes : ainsi le rituel funéraire a certes été aménagé via des cérémonies d'adieux virtuels mais il y a confusion à croire que rite et cérémonie coïncident : « les rites jouent un rôle essentiel et de la plus grande importance, en tant que « véhicules » indispensables à des influences spirituelles sans lesquelles il ne saurait être question du moindre contact effectif avec des réalités d'ordre supérieur mais seulement d'aspirations vagues et inconsistantes, d'« idéalisme » nébuleux et de spéculations dans le vide » (35). Le rite de passage de la thèse de médecine et la prestation du serment d'Hippocrate n'ont que peu à voir avec la cérémonie festive, mi-professionnelle mi-familiale qui l'accompagne de plus en plus. Cette confusion rite/cérémonie a entravé manifestement à large échelle une intériorisation intégrative du départ de nos proches même si l'on admet l'idée de transition numérique du monde. Ce qui a été empêché pour une grande majorité de nos concitoyens, c'est la possibilité effective de se rassembler autour de nos morts, tant extérieurement qu'intérieurement, c'est le rassemblement psychique initiant un autre regard sur la vie à partir de la méditation de la mort auprès de celui qui est sorti de cette vie humaine, afin de réunir les parties encore éparses de nous-mêmes réveillées à cette occasion. Les liens virtuels seraient entrés dans notre ADN, nous a-t-il été dit : peut-être mais si l'on met de la virtualisation dans notre adieu, notre A-Dieu deviendra également de moins en moins un état intime, une attention inter-individuelle et un bien commun.

A ce titre les espaces de réflexion éthiques régionaux ont une mission importante à assumer qui est de souligner l'importance d'oser dire et vivre le deuil et donc « soigner la mort », d'en faire une question citoyenne centrale en tant que part culturelle commune, partie intégrante de notre humanité. C'est toute l'importance de la démocratie sanitaire qu'il convient de resituer comme creuset de maturation de règles acceptables par tous et infusées dans le tissu social de façon pédagogique, ainsi que l'entend la Conférence nationale des espaces éthiques (CNERER) dans la présentation de son rapport PANTERE, synthèse des grandes questions traitant de la pandémie, des territoires et de l'éthique (33). Seule une éthique de la discussion et une prise de conscience sociétale de l'importance de penser la mort apporteront un début de prise en compte sérieuse de la nécessaire humanisation de la dernière étape de la vie, qui doit permettre d'accompagner les malades et leurs familles comme des personnes et des groupes humains dignes de respect de bout en bout.

Car ainsi que le notait malicieusement le philosophe Vladimir Jankélévitch, « Si la mort n'est pensable ni avant, ni pendant, ni après, quand pourrions-nous la penser » ? (36)

Conclusion

Sur l'ensemble de la planète, la gestion de la pandémie a été ce qu'elle a été et avec plus ou moins de réussite dans un contexte qui était inédit. La prudence a été de mise chez les anthropologues et sociologues à l'écoute de la crise tant de mortalité que du funéraire liée à la pandémie de Covid (37). Il convient en revanche de poser la question du traitement éthique de la crise et particulièrement pour ce qui touche à la fin de vie et à la mort et ne pas oublier la crise d'humanité qui en a découlé. Préserver la santé est une obligation qui ne peut souffrir d'aucune contestation, cependant il convient d'être vigilant et de fixer le juste équilibre entre cette obligation - objectif de valeur constitutionnelle (38) - et l'impérieuse nécessité de maintenir un lien social effectif et solide et le respect pour chaque être humain d'une existence digne et apaisée. Réfléchir à ce qu'on peut faire pour se réconcilier avec la mort-et les morts- est une exigence éthique incontournable ; même en temps de pandémie, et particulièrement dans les circonstances de fin de la vie. La mort, et ce qui l'entoure, fait partie intégrante de la vie et doit être respectée comme telle, quelles que soient les contingences du temps. Car ce qui est dû aux défunts, c'est aussi la condition indispensable pour que les vivants poursuivent leur parcours en ce monde sereins et apaisés. L'adage de Saint Irénée en rend compte : « Ce qui plaît à Dieu c'est l'homme vivant » (39), poursuivant en cela sa pensée sans coupure avec l'homme mort : « Et cela parce que, « où sera le cadavre, là seront rassemblés les aigles », participant à la gloire du Seigneur qui les a modelés et préparés précisément pour que, étant avec lui, ils participent à sa gloire » (40). La pandémie a entravé « le rite accompli autour de l'invisible, qui signifie l'appartenance à l'humanité de ceux qui sont morts. Les morts ont été le lieu du scandale » selon Antoine Guggenheim, curé de Notre-Dame-d'Espérance (Cécile Chambraud, Op. Cit.). Est-il permis de terminer ce sujet grave par une boutade ? Elle nous vient de Coluche qui exprime de belle manière comment il faut appréhender l'existence : « Quand on voit le comportement de certains, on est en droit de se poser la question : y a-t-il une vie avant la mort ? »

Les auteurs déclarent ne pas avoir de conflits d'intérêts

Références

- 1- Fery B., Pour une éthique des funérailles en situation de pandémie, *Ethique et santé* (2020) 17, 168-170
- 2- Buffon G-L L., *Histoire naturelle, générale et particulière* (vol. 3), Imprimerie Royale, 1749-1789 ; [[Histoire naturelle, générale et particulière, avec la description du Cabinet du roi | Association des amis de la Bibliothèque nationale de France \(amisbnf.org\)](#)].
- 3- Malraux A., *La condition humaine*, 1933, Gallimard (Folio), 1972, 377 pages.
- 4- Volokhine Y. , « Tristesse rituelle et lamentations funéraires en Egypte ancienne », *Revue de l'histoire des religions*, 2 | 2008, 163-197. <https://doi.org/10.4000/rhr.6043>
- 5- Peng-Keller S., « Préserver la dignité des morts malgré le coronavirus », <https://www.cath.ch/newsf/preserver-la-dignite-des-morts-malgre-le-coronavirus/>
- 6- Loi du 15 novembre 1887 sur la liberté des funérailles, JO n° 0314 du 18 novembre 1887.
- 7- Camus A., *Le mythe de Sisyphe*, 1942, ed. Gallimard (Folio), 1985, 169 p.
- 8- Sallnow L., Smith R., Ahmedzai S. H. et al. Report of the Lancet Commission on the Value of Death: bringing death back into life. *The Lancet Commission* : www.thelancet.com; Febr. 26, 2022, (399) : 837-84
- 9- Wachsmann P., Les libertés et les mesures prises pour lutter contre la propagation du Covid-19 : sanctuariser le noyau dur des libertés, 13 Mai, in *Le droit face au coronavirus*, Comment

- une pandémie inédite a mis à l'épreuve notre système juridique, Ouvrage collectif. LexisNexis, Paris, 2021, 899 pages : 642-4.
- 10- Kunth A., Vidal-Naquet C., « L'après-vivre des morts », *Sensibilités*, vol. 8, no. 2, 2020, pp. 16-8.
 - 11- Agamben G, *Moyens sans fins. Notes sur le politique*. Paris, Ed. Payot&Rivages, 1995 ; 153 p.
 - 12- Furtos J, *Pandémie et biopouvoir. La nouvelle précarité contemporaine*. Paris, Ed. Rue d'Ulm/Presses de l'Ecole normale supérieure, 2021 ; 95 p.
 - 13- Hazif-Thomas C., *Le silence des questions sur la mort des aînés liée au COVID-19*, NPG, 2020 ; 20, (117) : 125-7.
 - 14- Plutarque, *Vie de Solon*, XXI, 6.
 - 15- Platon, *Nomoi*, XII,
 - 16- Ciceron, *De legibus*, II, 27.
 - 17- Sophocle, *Électre*, v. 239 sq.
 - 18- Malherbe, trad. De Sénèque, *Traité des bienfaits des Œuvres*, éd. L. Lalanne, t.2, p.193.
 - 19- Gervais A., A propos de la « Peste » d'Athènes : Thucydide et la littérature de l'épidémie, in : *Bulletin de l'Association Guillaume Budé : Lettres d'humanité*, n°31, décembre 1972, pp.395-429.
 - 20- Chambraud C., *Depuis un an, les rites funéraires religieux perturbés par la pandémie de Covid-19*, *Le Monde* du 16 avril 2021.
 - 21- Ferry L., *La pandémie, la mort et nous*, *Le Figaro*, 20 janvier 2022, p.19.
 - 22- Le Coz P., *La dignité : un signifiant flottant*, RGDM, 2008, le sens des mots en droit des personnes et droit de la santé, numéro spécial : 63-75.
 - 23- Hédon C., *Rapport du Défenseur des Droits, La personne défunte et ses proches face au service public funéraire. Des droits gravés dans le marbre ?* Paris, 11-2021, p. 36. 43 p. [www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/rap-fun-num-26.01.21.pdf]
 - 24- Ricoeur P., *Lectures 1, Autour du politique, Essais, Ethique et morale (1990)*, 258-70, p. 261.
 - 25- Hazif-Thomas C., « Libre exercice du culte, éthique de l'action publique et risque de contamination liée à 165 l'épidémie de covid-19 », *Billet éthique*, décembre 2020. [En ligne]. URL : <https://www.espace-ethique-bretagne.fr/actualites/libre-exercice-du-culte-ethique-de-laction-publique-et-risque-de-contamination-liee-a-lepidemie-de-covid-1/>. [Consulté le 18 décembre 2020].
 - 26- *Position du Comité consultatif national d'éthique (CCNE) sur le décret n°2020-384 du 1^{er} avril 2020*, p.3 ; [www.ccne-ethique.fr/sites/default/files/fichier_communiquees_presse/position_ccne_-_decret_2020-384_1er_avril_2020_-_17.04.20.pdf].
 - 27- Gaillard I., « L'instant d'après », Université Joseph Fourier Grenoble - *Mémoire de DIU soins palliatifs 190 et accompagnement*, 2011. [En ligne]. URL : https://www.memoireonline.com/10/13/7605/m_Linstant-dapres10.html. [Consulté le 12 novembre 2020].
 - 28- Conseil d'Etat, 10^{ème}-9^{ème} chambres réunies, 22 décembre 2020, n°439804, points n°20 et 21.
 - 29- Décret n°2020-384 du 1^{er} avril 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire.
 - 30- HCSP du 24 mars 2020, avis relatif à la prise en charge du corps d'un patient cas probable ou confirmé COVID-19.
 - 31- Odier C., « La mort et ses rituels en soins intensifs », *Krankenpflege Soins infirmiers*, n°7, 2001, p. 59.
 - 32- Mohen J-P, *Les rites de l'au-delà*. Paris. Odile Jacob, 1995 : 203-9, 329 p.

- 33- Etude PANTERE-PANdémie TERritoires et Ethique- Synthèse et points clés. 2021 : 47. 71 p.
[https://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/erer_rapport_pantere_2021.pdf]
- 34- Benfante A., Di Tella M., Romeo A. Traumatic stress in healthcare workers during COVID-19 pandemic: a review of the immediate impact. *Front Psychol.* 2020;11:569935.
- 35- Guénon R., *Aperçus sur l'initiation* [1946], Dervy, Paris, 2021, p. 166.
- 36- Jankélévitch V., *La mort*, Paris, ed. Flammarion, 1986.
- 37- Clavandier G., Berthod M-A, Charrier P., Julier-Costes M., *Elaborer une réponse funéraire en contexte de confinement. Pandémie 2020. Ethique, Société, Politique* (sous la dir. d'E. Hirsch. Paris. Les Editions du Cerf, 2020 : 524-35 ; 868 p.
- 38- Décision n° 2022-835 DC du 21 janvier 2022, Loi renforçant les outils de gestion de la crise sanitaire et modifiant le code de la santé publique, §7.
- 39- Irénée de Lyon. *La gloire de Dieu, c'est l'homme vivant* (textes choisis), Les éditions du Cerf, Paris, 2008, p.94.
- 40- Irénée de Lyon, *Contre les hérésies, Dénonciations et réfutation de la gnose au nom menteur.* Traduction française par Adelin Rousseau, moine de l'abbaye d'Orval. Préface du cardinal A. Decourtray. Paris, Les éditions du Cerf, 1984, p. 447 ; 749 p.